

# La reprise de la zone euro se confirme

De nombreux économistes craignent que les élections à venir ne fassent dérailler la croissance européenne

## ▼ [Une dénonciation du protectionnisme](#)

Lundi 10 avril, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont publié un rapport appelant les Etats à "*promouvoir la formation pour contrer les conséquences parfois négatives du commerce international, qui souffre d'une impopularité pas toujours justifiée*". Tout en rappelant que les pertes d'emploi dans l'industrie des grands pays sont davantage liées aux évolutions technologiques qu'au libre-échange, les deux institutions reconnaissent que ce dernier a laissé "*trop de gens de côté*". Lundi, à Berlin, le FMI et l'OMC ont signé avec l'Organisation de coopération et de développement économiques, la Banque mondiale et la chancelière allemande Angela Merkel un communiqué dénonçant la montée du protectionnisme.

Un vent d'optimisme printanier souffle sur la conjoncture européenne. Depuis quelques semaines, les signes confirmant la solidité de la reprise se multiplient, surprenant une partie des économistes. Publiés lundi 10 avril, les indicateurs composites avancés de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), constitués pour anticiper les retournements à venir de l'activité, signalent ainsi une "*dynamique de croissance stable pour la*

zone euro ", jusqu'ici habituée aux mauvaises nouvelles en cascade.

Quelques jours plus tôt, l'enquête du cabinet Markit, menée auprès des directeurs d'achats, révélait que la croissance du secteur privé avait atteint, en mars, son plus haut niveau depuis six ans. L'indice PMI composite, qui regroupe l'industrie et les services, a en effet culminé à 56,4, après 45 mois consécutifs de hausse. Il est désormais loin de la barre des 50, qui sépare la croissance de la contraction de l'activité. *" Le même constat est valable pour le moral des ménages, ajoute Maxime Sbaihi, économiste chez Bloomberg Intelligence. La plupart des enquêtes de confiance sont au vert et indiquent que l'année a bien commencé pour la zone euro "*.

Croissance " robuste "

Cela tient pour beaucoup à l'amélioration sur le front de l'emploi. En février, le taux de chômage est tombé à 9,5 % dans l'union monétaire, soit le plus faible taux enregistré depuis mai 2009. Depuis février 2016, 1,246 million de personnes ont retrouvé un poste dans la zone euro. Certes, l'écart entre les Etats membres reste important – le taux de chômage dépasse 23 % en Grèce alors qu'il est de 3,9 % seulement en Allemagne. *" Mais la tendance est partout à la baisse, et cela soutient la consommation des ménages "*, note Howard Archer, économiste chez IHS Markit.

Si l'union monétaire profite de l'amélioration de la conjoncture internationale, la demande interne reste en effet le principal moteur de la reprise. S'ajoute à cela le soutien de la politique monétaire, toujours très accommodante. Les taux bas et autres largesses de la Banque centrale européenne (BCE) contribuent au redémarrage du crédit et au financement de l'investissement, qui frémit enfin. *" De plus, tous les pays sont sortis de l'austérité, ajoute Philippe Waechter, économiste chez Natixis AM. Désormais, les politiques budgétaires sont neutres : elles ne donnent plus de coup de frein à l'activité – mais pas de coup de fouet non plus. "*

Fin 2016, le produit intérieur brut (PIB) de l'union monétaire était ainsi de 3 % supérieur à son niveau de 2007. *" Mais il est encore de 1 % inférieur à son PIB potentiel, c'est-à-dire celui qu'elle pourrait atteindre si son économie tournait à plein régime, sans surchauffe "*, explique M. Sbaihi. Cela signifie que l'amélioration de la conjoncture devrait continuer de générer de nouveaux emplois ces prochains mois.

Si l'on se fie à ce tableau encourageant, l'économie de la zone euro devrait croître de 0,4 % sur le premier trimestre 2017, puis de 0,5 % sur le deuxième, selon les dernières prévisions de trois instituts de conjonctures européens (l'Insee en France, l'IFO en Allemagne et l'Istat en Italie), publiées le 6 avril. La croissance, qu'ils qualifient de *" solide "* et *" robuste "*, devrait selon eux s'établir à 1,6 % sur l'ensemble de l'année, proche du niveau de 2017 (1,7 %). *" La reprise économique se poursuivra dans la zone euro cette année, en dépit des incertitudes politiques qui augmentent dans le monde "*, s'est de son côté réjoui Mario Draghi, le président de la BCE, dans le rapport annuel de l'institution, publié lundi 10 avril.

Excès d'optimisme

Incertitudes politiques ? C'est bien ce qui préoccupe les économistes. Beaucoup craignent que les élections à venir dans la zone euro ne fassent dérailler ce scénario de reprise. *" Une victoire de Marine Le Pen à la présidentielle française déstabiliserait la croissance de toute la zone "*, prévient M. Sbaihi.

Mais ce n'est pas tout. *" Il faut également se méfier des enquêtes de confiance menées auprès*

des ménages et entreprises, prévient Véronique Riches-Flores, économiste chez RF Research. Elles sont certainement trop optimistes par rapport à la réalité des chiffres d'activité qui seront publiés par la suite. " Autrement dit, la production industrielle et l'activité dans les services seront, peut-être, ces prochains mois, un peu moins bonnes que ne le laissent présager les indicateurs avancés. Portés par le déroutant vent de confiance qui a suivi la victoire de Donald Trump aux Etats-Unis et ses promesses de relance massive, les PME, comme les ménages, n'ont pas encore perçu d'autres évolutions, un peu moins favorables.

A commencer par la remontée de l'inflation, qui s'est établie à 1,5 % en février dans la zone euro, contre - 0,2 % un an plus tôt. A priori, ce redressement des prix est une bonne nouvelle. Il marque la fin de la menace déflationniste qui pesait jusque-là sur la zone euro, cette spirale délétère où la baisse des prix tire les salaires et l'activité vers le bas.

A l'inverse, une petite quantité d'inflation est positive quand elle est alimentée par la hausse des salaires. Ce qui n'est pas encore le cas en zone euro – sauf en Allemagne. " La hausse des prix est principalement alimentée par celle des cours du pétrole ", explique Mme Riches-Flores. Si les salaires ne suivent pas rapidement, cela risque de grignoter le pouvoir d'achat des ménages, au détriment de la croissance. " Prudence, donc, même si le scénario principal reste celui de l'amélioration ", conclut M. Sbaihi. Comme souvent, en zone euro, l'optimisme ne doit jamais pécher par excès...

## Marie Charrel

### La croissance et les prix se redressent, le chômage baisse

